

# LE FIGARO économie

## IMPÔTS

UNE NOUVELLE POLICE  
FISCALE S'INSTALLE  
À BERCY PAGE 22



## MATELAS

LES FABRICANTS FRANÇAIS  
CHERCHENT UN NOUVEAU  
SOUFFLE PAGE 23

# Ces applis qui bousculent les géants de l'alimentaire

Téléchargée par 11 millions de Français, l'application nutritionnelle Yuka incite les distributeurs à revoir leurs assortiments, et les industriels, leurs recettes.

Inquiets pour leur santé et pour la planète, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à utiliser des applications nutritionnelles les guidant dans leurs achats, à coups de

notes et de couleurs. La fiabilité de ces nouveaux outils est parfois mise en cause. Il n'empêche, industriels et distributeurs ne peuvent les ignorer. Certains produits, trop mal

notés, sont parfois sortis des rayons. Les distributeurs revendent aussi la composition de leurs produits de marque propre. À quelques exceptions près, comme Fleury

Michon, les industriels ont été plus lents à réagir. Mais ils s'y mettent et modifient leurs recettes. Coûteux, ces changements sont indispensables pour garder les clients.

→ LA FIABILITÉ DES DONNÉES AU COEUR DE LA GUERRE DES APPLIS → COMMENT YUKA MONÉTISE SON SUCCÈS → 3 NOTATIONS PHARES PAGES 20 ET 21

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA / LE FIGARO, GREEN YELLOW, FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO



« La fiscalité  
est un outil  
extrêmement  
puissant »

La Française  
Stefanie Stantcheva,  
prix du jeune  
économiste 2019, est  
professeur à Harvard.  
Spécialiste de  
la fiscalité, elle analyse  
le consentement  
à l'impôt, le ras-le-boî  
fiscal et revient  
sur l'impact de la taxe  
à 75 % sur les plus  
hauts revenus. PAGE 24



le **PLUS** du  
**FIGARO ECO**  
CONSOMMATION  
Comment  
réduire son budget  
automobile  
PAGE 25

LA SÉANCE		
DU VENDREDI 05 JUILLET 2019		
	<b>CAC 40</b> 5593,72	-0,48%
	<b>DOW JONES</b> 26860,00	-0,39%
	<b>ONCE D'OR</b> 1414,90 (1413,50)	
	<b>PÉTROLE (lond)</b> 64,100 (63,570)	
	<b>EUROSTOXX 50</b> 3525,03	-0,54%
	<b>FOOTSIE</b> 7553,14	-0,66%
	<b>NASDAQ</b> 7803,55	-0,69%
	<b>NIKKEI</b> 21746,38	+0,20%

## L'HISTOIRE

Saint-Étienne se met au vert solaire

**I**e vert est une couleur bien connue à Saint-Étienne (Loire), grâce à la tunique de ses footballeurs qui en ont fait un emblème dans la France tout entière. Mais voici que la métropole stéphanoise va verdir encore davantage au cours des prochains mois : l'opérateur GreenYellow, spécialisé en particulier dans l'énergie photovoltaïque, s'apprête à solariser une large partie du patrimoine public. Quelque 150 bâtiments seront équipés de panneaux permettant de produire de l'électricité : le stade Geoffroy Guichard bien sûr, mais aussi le Musée d'art moderne, l'Opéra ou encore des bâtiments scolaires et des équipements sportifs. Sans oublier la toiture du dépôt de la Société de transport de l'agglomération,

à Saint-Priest-en-Jarez, avec 5 000 panneaux qui assureront une part significative des besoins du tramway. En ville, près de 200 000 mètres carrés de surfaces seront couverts, soit l'équivalent d'une petite trentaine de terrains de football, avec les premières installations opérationnelles avant la fin de l'année. A plein régime, l'ensemble produira quelque 33 gigawatts-heure (GWh), soit la consommation électrique, hors chauffage, de 12 000 logements. Et évitera le rejet dans l'atmosphère de 15 000 tonnes de CO<sub>2</sub>. A Saint-Étienne, GreenYellow ne débarque pas en terrain inconnu.

L'entreprise dirigée par Otmane Hajji est filiale du géant de la distribution Casino, dont la préfecture de la Loire est le fief historique. ■ FRÉDÉRIC DE MONICAULT



Des inégalités salariales massives dans le monde

La dernière étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), portant sur l'année 2017, montre que les inégalités salariales sont toujours prégnantes dans le monde. Ainsi, 10 % des travailleurs - les mieux payés - disposent de 48,9 % du montant total des rémunérations mondiales, tandis que les 50 % les moins bien rémunérés n'en touchent que 6,4 %. L'étude, qui couvre 189 pays, révèle certes un léger recul des inégalités salariales au niveau mondial depuis 2004. Cette diminution s'explique sur le plan international par l'enrichissement de l'Inde et de la Chine. Mais à l'intérieur même des pays, le fossé continué de se creuser. La part des revenus salariaux allant à la classe moyenne (les 60 % de travailleurs du milieu de la distribution) est passée de 44,8 % en 2004 à 43 % en 2017 dans le monde. Dans le même temps, la part gagnée par les 20 % les mieux rémunérés a augmenté, de 51,3 % en 2004 à 53,5 % en 2017. L'Allemagne, l'Indonésie, l'Italie, le Pakistan, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les pays où ce phénomène a été le plus marqué.

L'étude montre aussi que les inégalités salariales sont particulièrement criantes dans les pays les plus pauvres. Alors que la moitié des travailleurs ne touchent que 3,3 % des revenus du travail en Afrique subsaharienne, la même proportion de travailleurs européens en récolte 22,9 %. À l'échelle mondiale, les 50 % de travailleurs les moins bien payés n'ont un salaire moyen que de 198 dollars par mois, et les 10 % les plus pauvres devraient travailler plus de trois siècles pour gagner autant que les 10 % les plus riches en un an. La lutte pour un salaire décent reste un combat actuel.

P.L.T.

# LE GRAND TÉMOIN

PROPOS REÇUS PAR  
JACQUES-OLIVIER MARTIN @jocjom  
ET MARIE VISOT @MarieVisot

La Française Stefanie Stantcheva, 33 ans, est professeur d'économie à l'université de Harvard.

LE FIGARO. - Comment en êtes-vous venue à vous spécialiser dans la fiscalité ?

Stefanie STANTCHEVA. - C'est un peu le fruit de mon histoire qui m'a permis d'observer différents systèmes sociaux et économiques. Je suis née en Bulgarie pendant la période du bloc communiste, où l'hypertension faisait augmenter les prix de jour en jour. J'ai vécu en Allemagne de l'Est, où on regardait, sans toujours bien comprendre, les salaires d'Allemagne de l'Ouest tellement plus élevés ; en France, j'avais été frappée par la présence des SDF qui dormaient au pied des restaurants chics. Tous ces contrastes étaient pour moi difficiles à saisir, me faisant me poser beaucoup de questions. J'ai compris que l'économie était la discipline qui me donnerait des réponses. C'est comme cela que j'en suis arrivée à m'intéresser aux impôts, même si c'est un sujet qui, souvent, ne fait pas rêver ! La fiscalité est un outil extrêmement puissant : un petit changement d'impôt peut avoir de grands effets sur l'économie. Des effets sur l'innovation, l'entrepreneuriat, l'éducation, la mobilité... Si un pays conçoit mal son système d'impôts, il freine sa croissance, sa compétitivité, son innovation.

Quel est donc le bon système d'impôts ?

Du point de vue de l'économiste, c'est un système qui équilibre les coûts des impôts sur l'activité économique et ses bénéfices en termes de revenu et de redistribution. Cet équilibre varie de pays en pays, de revenus en revenus. On ne peut donc pas dire ce qu'est l'impôt optimal. Il dépend de l'objectif que le pouvoir politique et la société lui assignent et aussi de notre jugement de valeur sur l'égalité ou l'inégalité acceptable. Cela tient donc à ce que chaque société considère comme équitable. En Europe, par exemple, il semble que nous ayons des objectifs redistributifs plus importants qu'aux États-Unis. L'attitude des citoyens envers la redistribution, c'est très important.

Une partie de votre recherche porte sur la mobilité sociale... Historiquement, le sujet des perceptions et des préférences sociales des gens a été peu regardé par les économistes. Les grandes enquêtes que j'ai menées sont une sorte de laboratoire social. Les individus

Lauréate  
du Prix du jeune  
économiste 2019,  
elle participe  
aux Rencontres  
économiques,  
qui se tiennent  
depuis ce  
vendredi à  
Aix-en-Provence.

**« Si un pays conçoit mal son système d'impôts, il freine sa croissance »**

sont complexes : le revenu ne sera pas considéré de la même façon s'il est gagné ou hérité. Ils ne se soucient pas uniquement du niveau de revenu, mais aussi d'où il vient. Ce qui nous amène à la question de la mobilité sociale : de l'égalité des chances. Plus les gens croient dans la mobilité sociale, c'est-à-dire en l'égalité des chances, moins ils pensent qu'il y a un besoin de redistribution, d'impôt progressif, de transferts. Plus on croit à l'égalité des chances, plus on est prêt à tolérer l'inégalité de revenus qui en résulte. Le problème, c'est que les perceptions des gens au sujet de la mobilité sociale sont assez fausses. En Europe, et en France en particulier, les gens sont trop pessimistes ; il y a en fait plus de chances pour quelqu'un provenant de milieux défavorisés de s'en sortir que ce qu'ils pensent. Aux États-Unis, au contraire, les gens sont beaucoup trop optimistes sur l'idée du « rêve américain », c'est-à-dire sur la probabilité de devenir riche en grandissant dans un milieu défavorisé. Et cela peut en partie expliquer l'aversion à la redistribution outre-Atlantique, par rapport à l'Europe.

**Vous voulez dire par là qu'en fonction de leur perception d'un contexte, les citoyens acceptent plus ou moins l'impôt ?**  
Oui. Mes recherches montrent par exemple que les gens préfèrent contribuer et payer des impôts si c'est pour aider des gens semblables à eux-mêmes. À l'inverse, ils ont une réticence à contribuer si cela bénéficie surtout aux immigrants ou aux minorités. Une enquête de grande envergure dans 6 pays montre que les gens soutiennent plus de redistribution que les gens pensent qu'il y a de moins d'immigrants, qu'ils soient d'immigrants, qu'ils soient d'origines culturelles ou religieuses, ou d'origines très différentes d'eux.

**La fiscalité en France est-elle efficace ?**  
Je ne peux pas répondre à une question aussi large. Mais je peux vous dire par exemple que les régimes fiscaux et sociaux auxquels sont sujets les entrepreneurs en France sont tellement complexes qu'ils ont un vrai coût – alors que le régime d'autoentrepreneur était censé leur simplifier la vie. On constate que les entrepreneurs ne choisissent pas toujours le bon régime vu leur situation, que ce sont les personnes les moins éduquées, aux bas revenus, qui font le plus d'erreurs dans le choix de régime et perdent plus d'argent. Dans ce cas précis, nous avons une complexité fiscale régressive. Nous avons également étudié la fiscalité des personnes entre 2011 et 2015 [sous le quinquennat Hollande, NDLR], car nous avons construit des données individuelles, exhaustives et dynamiques qui permettent de suivre les contribuables français d'année en année. Durant cette période très riche en réformes fiscales, nous avons pu ainsi suivre l'évolution

des revenus du capital et des salaires des foyers dans différentes tranches de revenus. Les chiffres montrent que les revenus du capital déclarés par les foyers appartenant au top 1 % baissent de façon plus forte entre 2012 et 2013 que ceux des autres foyers. Également, le nombre de contribuables déclarant un salaire brut supérieur à 1 million d'euros entre 2012 et 2013 baisse, puis remonte de nouveau après 2014. De plus, les salaires bruts déclarés par ces foyers au-dessus du seuil d'éligibilité de la taxe à 75 % chutent plus fortement en 2013 que ceux des autres foyers. Il faut être très prudent avant de tirer des conclusions : il est pour l'instant difficile de déceler la cause de ces évolutions de revenus car plusieurs réformes et changements ont eu lieu en même temps pendant cette période.

**Vous avez aussi regardé l'impact de la fiscalité sur l'innovation. Qu'en avez-vous tiré comme enseignements ?**

J'ai regardé l'évolution des brevets et la migration depuis 1975 entr 8 pays, dont la France, des personnes très éduquées, à haut revenu. Se trouvent parmi elles de nombreux inventeurs, y compris des « superstars » extrêmement productives. Ils sont sensibles aux impôts trop élevés sur leurs revenus et bougent vers des pays avec une imposition plus légère. Même si l'écosystème de leur innovation est également déterminant – et c'est pour cela qu'ils s'installent beaucoup aux États-Unis.

**Pourquoi y a-t-il un tel « ras-le-bois fiscal » en France ?**  
Écouter les gens et faire des enquêtes, c'est une véritable source scientifique, un véritable outil de recherche au service d'une meilleure politique. Il faut comprendre la perception des individus, leurs vues sur ce qui est équitable. J'imagine que c'était un peu l'idée du grand débat ; mais nous devons faire ce genre d'enquête de manière beaucoup plus systématique, rigoureuse et scientifique, sans que ce soit lié à un parti politique. Il y a encore des choses invisibles dans les données publiques dont on dispose. Si on avait eu plus de données d'enquête, je pense que l'on aurait par exemple mieux compris la situation et les contraintes des gens face à l'instauration de la taxe carbone. Et peut-être que le gouvernement aurait pu prendre de meilleures décisions. Il ne faut pas passer à côté de cet enjeu, parce qu'il y a des gens qui font semblant d'écouter, dans les partis populistes en Europe, et qui prétendent offrir des solutions. ■

Plus les gens croient dans la mobilité sociale, c'est-à-dire en l'égalité des chances, moins ils pensent qu'il y a un besoin de redistribution, d'impôt progressif, de transferts ■

## Bio EXPRESS

**2007**  
Diplômée de l'université de Cambridge en 2007, puis de Polytechnique en 2008. L'année suivante, Stefanie Stantcheva décroche une maîtrise en économie de l'ENSAE et de l'Ecole d'économie de Paris

**2017**  
Doctorat en économie du MIT, elle est professeur à l'université de Harvard

**2019**

Prix du meilleur

jeune économiste



STEFANIE  
STANTCHEVA  
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À HARVARD

PHOTOGRAPHIE MARINA RAY / LE FIGARO

## La France encourage plus de chercheurs à créer des start-up

Inria et Bpifrance veulent accompagner 100 projets d'entreprises par an sur des innovations de rupture.

### 2 000 start-up

soutenues d'ici à 2023 :  
l'ambition du plan  
«deep tech»  
de la France

INGRID VARGARA @Vergara\_

**TECHNOLOGIE** Les innovations technologiques qui font les révolutions éclatent souvent dans des laboratoires de recherche publics. Mais, faute de culture d'entrepreneuriat suffisante et de structures adéquates, la recherche française, aussi excellente et internationalement reconnue soit-elle, notamment en matière d'intelligence artificielle, ne parvient pas à faire émerger suffisamment de start-up. C'est pourtant une condition sine qua non pour espérer créer les champions technologiques européens que le gouvernement appelle de ses vœux à travers ses plans sur l'intelligence artificielle ou sur l'innovation de rupture («deep tech»).

Pour y remédier, l'Inria, l'insti-

tut national de recherche en sciences du numérique qui accompagne aujourd'hui une quinzaine de projets par an, veut changer d'échelle. Objectif : disposer de 100 choix de start-up par an, afin de pouvoir aider les meilleures à se développer. « Il faut que notre base de projets de start-up soit plus importante pour que nous puissions avoir le choix. C'est de la quantité qui naîtra la qualité », résume Bruno Sportisse, PDG de l'Inria, lui-même ancien chercheur et ex-entrepreneur. Inria, qui travaille en partenariat avec Bpifrance, se donne quatre ans pour parvenir à ce rythme de croisière.

Le vivier et l'état d'esprit sont là : chaque année, entre 700 et 800 jeunes sortent de l'Inria. « La barrière entre recherche et entreprise s'estompe. Beaucoup de chercheurs ont envie de se lancer dans l'aventure

entrepreneuriale car ils souhaitent prolonger l'impact de leurs travaux et l'entreprise est une bonne manière de le faire. » Il s'agit aussi pour l'institut de diversifier sa campagne de recrutement sur les campus universitaires pour convaincre des jeunes tentés par l'entrepreneuriat de faire des thèses pour muscler leur bagage technologique.

#### L'exemple Therapixel

Pour l'Inria, ce changement d'échelle passe aussi par le recrutement de personnels, dont le métier est d'accompagner les jeunes chercheurs entrepreneurs. La bonne idée et la compétence technologiques seules ne suffisent pas. Il faut identifier le bon cas d'usage, le marché potentiel, travailler à la construction d'une équipe aux compétences diverses pour que le

porteur du projet soit bien entouré, etc. L'institut dispose déjà d'une à deux personnes dédiées dans chacun de ses huit centres de recherche (Paris, Rennes, Sophia Antipolis, Grenoble, Nancy, Bordeaux, Lille et Saclay). « Il faut doubler ces ressources dans chaque centre. Nous allons aussi recruter des gens provenant de fonds d'investissement ou de programmes similaires dans des universités étrangères. »

En aval, il s'agit non seulement d'aider les jeunes à démarrer financièrement le projet, mais aussi de les mettre au contact de l'écosystème du capital-risque afin de leur permettre de développer leur produit et de trouver leur marché. Une phase particulièrement longue pour des projets «deep tech».

Tous les secteurs sont visés, même si la santé est particulière-

ment prometteuse. Entre 20 et 25 % des projets Inria la concernent. Therapixel, créé en 2013 par un ancien, Olivier Clatz, a levé 5 millions d'euros en mars. Elle est aujourd'hui considérée comme l'une des meilleures start-up spécialisées dans l'intelligence artificielle appliquée à l'imagerie médicale.

Leur algorithme interprète les mammographies et permet de dépister un cancer du sein en première lecture avec une grande fiabilité. L'entreprise est un bon exemple de ce qui peut être fait à plus grande échelle. « Il y a tous les ingrédients pour avoir plus d'ambitions », estime Bruno Sportisse. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre plus large du plan «deep tech», piloté par Bpifrance. En injectant 1,3 milliard d'euros, l'ambition est de soutenir 2 000 start-up d'ici à 2023. ■